

**CONVENTION RELATIVE A LA PRESTATION DE SERVICE « ACCUEIL DE  
LOISIRS SANS HEBERGEMENT »  
EXTRASCOLAIRE - PERISCOLAIRE - ADOLESCENTS**

**La présente convention est signée entre :**

**La MSA**

dont le siège est situé : ZAC de Bonne Source, 10 rue Aristide Boucicaut,  
11100 NARBONNE

**Représentée par son Directeur général,**

Ci-après dénommée « MSA Grand Sud »

**Et**

**COMMUNE DE LEZIGNAN-CORBIERES**

dont le siège est situé : 42 COURS DE LA REPUBLIQUE  
11200 LEZIGNAN CRES

**Représenté(e) par Monsieur le Maire**

Ci-après dénommé « le gestionnaire »

**Préambule**

La Msa par le biais de sa politique enfance – jeunesse, soutient le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, des accueils de scoutisme sans hébergement et des accueils de jeunes déclarés auprès des services départementaux de la jeunesse.

La Prestation de Service d'Accueil de Loisir Sans Hébergement (PS Alsh) contribue à :

- Favoriser l'accès aux loisirs, l'épanouissement et l'intégration des enfants et des jeunes jusqu'à 17 ans révolus fréquentant les accueils de loisirs extra et péri scolaires ou accueils de jeunes ;
- Répondre aux besoins diversifiés des familles par une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle ;
- Soutenir les opérateurs sociaux dans la qualité des accueils de mineurs.

Dans un intérêt de simplification, la présente convention peut être utilisée pour conventionner avec les 3 types de service « Accueil de Loisirs Sans Hébergement », « Accueil de Loisirs Sans Hébergement » pouvant percevoir la Ps Alsh. Elle définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de Loisirs Sans Hébergement « Extrascolaire », « Péri-scolaire » et « adolescents ».

**Article 1 - Objet de la convention**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
1011-211102033-20221208-2022-189-DE  
Accusé certifié exécutoire  
Réception par le préfet : 15/12/2022  
Publication : 09/12/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



La présente convention a pour objet de déterminer les conditions juridiques et techniques de mise en œuvre de la Prestation de Service Accueil de Loisirs Sans Hébergement (Alsh), qu'elle soit pour les Alsh périscolaire, extrascolaire ou adolescents, entre la Cmsa et le gestionnaire.

## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention**

### **2.1 Les structures éligibles à l'Alsh « Extrascolaire »**

Le temps extrascolaire pris en compte par la Cmsa se situe pendant :

- Les vacances scolaires (petites vacances et vacances d'été) ;
- Les samedis sans école ;
- Le dimanche (uniquement pour les séjours d'une durée maximum de 5 nuits et 6 jours).

Un accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire est un accueil collectif de mineurs qui répond à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- Etre organisé en dehors du domicile parental ;
- Accueillir de manière régulière 7 à 300 mineurs ;
- Offrir une diversité d'activités organisées ;
- Avoir un caractère éducatif ;
- Se dérouler sur 14 jours au moins consécutifs ou non au cours d'une même année ;
- S'étendre sur une durée minimale de deux heures.

Les accueils de loisirs sans hébergement extrascolaires et les accueils de scoutisme sans hébergement extrascolaires sont éligibles à la prestation de service Accueils de loisirs sans hébergement Alsh Extrascolaire versée par les Cmsa.

Sont également éligibles à la prestation de service :

- Les séjours courts de trois nuits consécutives au plus, et les activités accessoires de quatre nuits au plus rattachés à un accueil sans hébergement (accueil de loisirs déclarés), et sous réserve qu'ils soient intégrés au projet éducatif de cet accueil.
- Les séjours d'une durée de cinq nuits et six jours au maximum, sous réserve qu'ils respectent les conditions cumulatives détaillées ci-après :
  1. Etre prévus dès la déclaration annuelle d'un accueil de loisirs sans hébergement ;
  2. Etre intégrés au projet éducatif de l'accueil de loisirs ;
  3. Faire l'objet d'une déclaration en tant que séjour de vacances.
- Les séjours organisés dans le cadre du projet éducatif d'un accueil de scoutisme sans hébergement, d'une durée maximum de cinq nuits et six jours, sous réserve qu'ils aient fait l'objet d'une fiche complémentaire à la déclaration initiale de l'accueil de scoutisme.



## **2.2 Les structures éligibles à l'ALSH « Périscolaire »**

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Cmsa soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement périscolaires.

Les temps d'accueil "périscolaire" correspondent à l'ensemble des caractéristiques évoquées pour les structures Alsh "Extrascolaire". Mais ce sont des temps d'accueil se déroulant sur les semaines où les enfants vont à l'école (à l'exception des samedis sans école et des dimanches).

## **2.3 Les structures éligibles à l'ALSH « Adolescents »**

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Cmsa soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, des accueils de scoutisme sans hébergement et des accueils de jeunes déclarés auprès des services départementaux de la jeunesse.

- « Accueil de jeunes » répond à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- Accueillir de manière régulière de sept à quarante mineurs, âgés de quatorze ans ou plus ;
- Etre organisé en dehors d'une famille ;
- Pendant au moins quatorze jours consécutifs ou non au cours d'une même année ;
- Répondant à un besoin social particulier explicité dans le projet éducatif.

- « Alsh Adolescents » concerne un **accueil de loisirs sans hébergement périscolaire ou extrascolaire** qui propose un projet spécifique à destination des adolescents.

Sont également éligibles à la prestation de service :

- Les séjours courts de quatre nuits consécutives au plus, s'ils sont accessoires à un « Accueil de jeunes » et/ou « Alsh Adolescents », et sous réserve qu'ils soient intégrés au projet éducatif de cet accueil.
- Les séjours d'une durée de cinq nuits et six jours au maximum, sous réserve qu'ils respectent les conditions cumulatives détaillées ci-après :
- Etre prévus dès la déclaration annuelle d'un « Accueil de jeunes » et/ou « Alsh Adolescents » ;
- Etre intégrés au projet éducatif de l'« Accueil de jeunes » et/ou « Alsh Adolescents » ;
- Faire l'objet d'une déclaration en tant que séjour de vacances.

## **2.4 Les structures ALSH ne pouvant être éligibles**

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement ne peut être attribuée aux accueils :

4. Organisés par des établissements d'enseignement scolaire ;
5. Ne relevant pas du régime de protection des mineurs où les enfants sont accueillis hors du domicile parental ;
6. Dont la mission relève de la protection de l'enfance ;
7. Destinés à un public nécessitant une prise en charge spécifique (protection judiciaire de la jeunesse, etc.).
8. Les Projets Educatifs De Territoire (PEDT).

## **Article 3 - Engagement contractuel des parties**

### **3.1 Les engagements du gestionnaire**

#### **3.1.1 Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Cmsa de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service,
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention),
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **3.1.2 Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Le gestionnaire s'engage à respecter, sur toute la durée de la convention, les dispositions légales et réglementaires relatives aux accueils collectifs de mineurs.



Tout contrôle des services de l'Etat et notamment des services départementaux de la jeunesse concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil collectif de mineurs entraîne la suspension immédiate de la prestation de service et le remboursement des sommes correspondantes déjà versées.

### **3.1.3 Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources, avec une utilisation recommandée du quotient familial permettant de mieux prendre en compte les situations de monoparentalité;
- Une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents.
- la mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

### **3.1.4 Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à transmettre à la Caf, dans les délais impartis, les pièces justificatives dont il est garant de la qualité et de la sincérité. Dans un souci de simplification administrative, la Caf sera la seule à recevoir les pièces justificatives pour la liquidation de la Psu à taux fixe du régime général et du régime agricole.

Toutefois, les paiements seront assurés par chacun des régimes.

Sur cette période, ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales, et leur mise à disposition requise en cas de contrôle sur place.

Le gestionnaire s'engage à transmettre à la Cmsa les pièces justificatives, si elle en fait la demande.

### **3.1.5 Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Cmsa sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

## **3.2 L'engagement de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole**

La Cmsa s'oblige en contrepartie, au versement de la Ps Alsh à taux fixe, selon les modalités détaillées à la présente convention à l'article 4.2.

## **Article 4 - Les modalités de la subvention dite prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Alsh)**

### **4.1 Les modalités de calcul de la Ps Alsh**

Elle se calcule de la façon suivante :

**Montant de la prestation de service = 30 % X Prix de revient dans la limite d'un prix plafond  
15X Nombre d'actes ouvrant droit X Taux de ressortissants du régime agricole.**

Le taux de ressortissants du régime agricole pour la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) est fixé à :

#### **Taux fixe :**

3 % (AUDE)

2.5 % (P.O.)

### **4.2 Modalités de versement de la PS Alsh**

La MSA verse **chaque année** la prestation de service Alsh, au regard des éléments communiqués par la Caf.

Le gestionnaire recevra :

- Un acompte de 70% pour l'année en cours (N)
- Le solde de l'année précédente (N-1)

## **Article 5 - Contrôles**

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Cmsa et le cas échéant de la Ccmsa, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence périscolaire (à titre d'exemple : en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire etc.) La Cmsa peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Cmsa, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **ARTICLE 6 - Révision des termes de la convention**

---

**15** Le prix plafond est fixé annuellement par la Caf et dépend du type d'Alsh (périscolaire, extrascolaire ou ado lescents)



Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention et/ou ses annexes devra être arrêtée d'un commun accord par les parties et constatées par voie d'avenant aux présentes, dûment signé par les parties.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de celle-ci.

Si l'une des stipulations de la présente convention est nulle, au regard des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou d'une décision de justice devenue définitive, elle sera réputée ipso facto caduque, mais les autres dispositions garderont toute leur force et leur portée, pour autant que ladite nullité n'entache pas l'objet même de la convention et l'exécution de celle-ci.

Ces nouvelles dispositions pourront donner lieu, après discussion entre les parties, soit à la rédaction d'un avenant modifiant la présente convention, soit à la résiliation de celle-ci dans les conditions prévues à l'article 7.3.

## **Article 7 - Gestion de la convention**

### **7.1 Activité(s) retenue(s)**

La présente convention de financement conclue entre la Msa et le gestionnaire, vise l(es) activité(s) suivante(s) :

Périscolaire - extrascolaire - adolescents  
.....

### **7.2 Durée de la convention**

La présente convention de financement est conclue du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2025.

### **7.3 Résiliation de la convention**

#### **7.3.1 Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Cmsa, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **7.3.2 Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Cmsa, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

Constatation d'usage des fonds versés par la Cmsa non conforme à leur destination ;  
Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « La durée et la révision des termes de la convention » ci-dessus.

### **7.3.3 Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

### **7.3.4 Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

## **7.4 Règlement des litiges**

### **7.4.1 Recours amiable**

Les parties conviennent de rechercher une solution amiable à tout différend qui pourrait survenir dans le cadre de la présente convention. Monsieur ou Madame le (la) directeur (trice) de la Cmsa sera alors compétent.

### **7.4.2 Recours contentieux**

À défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'application ou exécution de la présente convention sera soumis à la juridiction compétente.

\*\*\*\*\*

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) et en avoir pris connaissance.

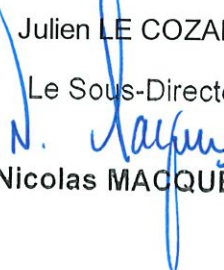
Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à NARBONNE, en 2 exemplaires, le 16 novembre 2022

NOM REPRESENTANT LEGAL STRUCTURE

P/ LA MSA GRAND SUD

NOM DU SIGNATAIRE GESTIONNAIRE

Julien LE COZANNET  
Le Sous-Directeur,  
  
Nicolas MACQUERON